

## SUJET DE DISSERTATION

Comparaison de l'action paulienne et de l'action oblique



CORRIGÉ

Tout créancier chirographaire, dépourvu de toute sûreté sur les biens de son débiteur, bénéficie du droit de gage général prévu par l'article 2093 du Code civil. Ce droit de gage général porte sur l'ensemble des biens appartenant au débiteur. L'exécution de l'obligation du créancier chirographaire est ainsi garantie par le pouvoir de saisir l'ensemble des biens du débiteur qui répondent de ses dettes (à l'exception des biens déclarés insaisissables par la loi).

Ce droit est toutefois relativement fragile, puisqu'il est tributaire des actes mêmes du débiteur, lequel conserve la jouissance et l'administration de son patrimoine (le droit de gage n'entraîne pas dépossession du débiteur). De tels actes peuvent notamment avoir pour effet de diminuer la valeur du patrimoine et donc de la garantie offerte. Ce droit est en outre limité, puisqu'il ne procure ni droit de suite ni droit de préférence au profit de son titulaire.

Tout créancier chirographaire a donc tout intérêt à pouvoir sauvegarder son droit de gage général. Deux voies lui sont ouvertes :

- 1 soit « geler » l'actif de son débiteur en vue d'éviter une éventuelle insolvabilité : c'est l'objectif des mesures conservatoires ;
- 2 – – soit reconstituer cet actif en prévenant la possibilité pour le débiteur de compromettre le droit de gage aussi bien par négligence que par fraude : c'est le rôle des deux mesures de protection spécifiques que sont l'action oblique et l'action paulienne.

L'action oblique, prévue par l'article 1166 du Code civil, permet au créancier d'exercer à la place du débiteur négligent ses droits et obligations. L'action paulienne, prévue par l'article 1167 du Code civil, permet au créancier de rendre inefficace à son égard les actes frauduleux et malhonnêtes passés par son débiteur en vue de diminuer son patrimoine.

La comparaison des régimes respectifs des actions oblique et paulienne révèle que si les conditions de mise en oeuvre de la première sont plus aisées, les effets de la seconde sont plus efficaces.

### 1. LES CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DES DEUX PROCÉDURES

La confrontation des conditions de mise en oeuvre des deux procédures, dont les unes sont communes et les autres spécifiques, permet d'affirmer que la mise en oeuvre de l'action oblique est plus aisée que celle de l'action paulienne.

#### 1.1. Trois séries de conditions sont communes aux deux actions

Elles ont trait à l'intérêt à agir du créancier, aux attributs de la créance et à l'exclusion des actes exclusivement attachés à la personne.

Le créancier doit avoir un intérêt légitime pour sauvegarder ses droits, selon le principe « pas d'intérêt, pas d'action ». Ce n'est pas le cas si l'actif du débiteur est par ailleurs suffisant pour garantir le paiement du créancier, de sorte que les intérêts de ce dernier ne seraient pas compromis (soit par la négligence, soit par l'action frauduleuse du débiteur). Dans cette hypothèse, en effet, le créancier ne subirait aucun préjudice puisque son droit de gage général ne serait pas compromis.

## 2

La créance invoquée par le créancier doit être certaine (non contestée), liquide (dont le montant est déterminé ou déterminable) et exigible (c'est-à-dire arrivée à échéance). L'exigence de l'exigibilité de la créance demeure toutefois controversée pour l'action oblique qui n'est pas une voie d'exécution. Elle excède toutefois la mesure des actes simplement conservatoires en étant un prélude à l'exécution. Il semble donc qu'il faille en réserver l'exercice au créancier dont le droit est exigible.

Les deux actions ne sauraient concerner que des droits patrimoniaux et non les actes relatifs à des droits exclusivement attachés à la personne. Ces droits, qui échappent aux deux actions, concernent les actions d'état (divorce, séparation de corps, recherche de paternité, par exemple) ainsi que les actions fondées sur un droit extrapatrimonial, même si elles ont un enjeu pécuniaire (réparation d'un préjudice moral en particulier).

### 1.2. Les conditions propres à l'exercice de l'action oblique révèlent une certaine facilité des moyens de preuve

L'action oblique suppose d'abord l'existence de créances du débiteur à l'égard de tiers. Par la voie oblique, le créancier peut mettre en oeuvre tous les droits non attachés à la personne du débiteur que celui-ci détient sur des tiers. À titre d'illustrations, peuvent être cités : exiger le paiement de sommes dues, pratiquer des voies d'exécution à cette fin ou encore revendiquer des biens.

Elle implique ensuite l'inaction ou la négligence du débiteur. Pour que le créancier puisse exercer obliquement un droit de son débiteur, il faut que celui-ci soit inactif. Si le débiteur exerce lui-même son droit, le créancier ne peut agir. La question de savoir si le créancier pourrait intervenir aux côtés du débiteur pour surveiller le plein exercice d'un droit se pose, mais la jurisprudence n'en fournit pas d'exemple.

### 1.3. Les conditions spécifiques à l'action oblique en rendent la mise en oeuvre relativement plus difficile que la précédente

L'exercice de l'action paulienne suppose l'existence d'un acte d'appauvrissement du débiteur. L'acte attaqué doit en effet entraîner un appauvrissement du débiteur, sans quoi le gage général du créancier ne s'en trouverait pas affecté. Il faut donc un acte déséquilibré, comme, par exemple, une donation ou une vente à bas prix. En revanche, un acte normal ne porte pas préjudice au créancier : ni une vente (car le bien vendu se trouve remplacé par le prix), ni un paiement (car il a pour contrepartie d'alléger le patrimoine d'une dette, comme l'évoque l'adage selon lequel « qui paye ses dettes s'enrichit »). La jurisprudence apporte toutefois un assouplissement en considérant que de tels actes peuvent être parfois être interprétés comme préjudiciables : par exemple, en cas de substitution, par une vente, de biens faciles à saisir par des sommes d'argent plus aisément dissimulables.

Pour attaquer un acte par la voie de l'action paulienne, le créancier doit également établir qu'il a été inspiré par le souci de faire fraude à ses droits. La simple « mauvaise affaire » ne peut être remise en cause. La jurisprudence n'exige toutefois plus une intention de nuire mais se contente de la seule connaissance du préjudice causé au créancier. Dans ces conditions, la condition de fraude est facilement remplie.

Enfin, si l'acte est à titre gratuit, la fraude du débiteur est suffisante. En revanche, si l'acte est à titre onéreux, le tiers doit avoir été complice de la fraude du débiteur. Cette complicité sera admise si ce tiers est de mauvaise foi, c'est-à-dire s'il connaît l'insolvabilité du débiteur et sait que l'acte préjudicie à ses créanciers.

## 2. LES EFFETS DES DEUX PROCÉDURES

La comparaison des effets des deux procédures, dont les uns sont également communs et les autres spécifiques, révèle que l'action paulienne est plus efficace que l'action oblique.

### 2.1. Deux effets sont communs aux deux actions : la protection du droit de gage général et l'atteinte au principe de l'effet relatif des contrats

Les deux actions visent à protéger le créancier contre la possibilité pour le débiteur de compromettre le droit de gage général de son créancier. Il s'agit de reconstituer l'actif du débiteur insolvable, dans la perspective d'engager à terme des voies d'exécution (saisies de ses biens).

3

Toutefois, le créancier ne pourra en aucun cas se substituer au débiteur dans ses pouvoirs de gestion et d'administration de son patrimoine.

Aux termes de l'article 1165 du Code civil, l'obligation n'existe que relativement au créancier et au débiteur, sans s'imposer aux tiers. Or, par la voie des deux actions oblique ou paulienne, un tiers a donc intérêt à intervenir de sa propre initiative dans les droits et obligations de certaines personnes. Le créancier peut, d'une part, exercer les droits du cocontractant et s'immiscer ainsi dans le contrat, en réclamant à l'autre partie l'exécution de ses engagements. Il peut, d'autre part, rendre inopposable les contrats ruinant le gage.

### 2.2. L'action oblique emporte des effets spécifiques dont l'intérêt s'avère limité

Cette action permet d'abord d'accroître le patrimoine du débiteur. Elle a pour effet de faire tomber des droits exercés dans le patrimoine du débiteur. C'est en son nom que ces droits sont exercés, aussi est-ce lui qui en bénéficie. En conséquence, l'action oblique présente un intérêt relatif pour le créancier ayant agi puisque le produit de son action ne peut pas lui être directement attribué.

Le créancier agissant ne jouit ainsi d'aucune priorité. Le bien entré dans le patrimoine devient le gage commun de tous les créanciers. Ceux-ci pourront se servir sur cette rentrée nouvelle et même se servir avant et à la place du créancier agissant. L'action oblique a donc un effet dissuasif envers le créancier (qui s'apparente à la morale de la fable « Le singe et le chat » de La Fontaine dans laquelle c'est le chat qui tire les marrons du feu, mais c'est le singe qui les croque).

### 2.3. L'action paulienne se révèle en revanche d'une plus grande efficacité

L'action paulienne emporte quant à elle l'inopposabilité de l'acte frauduleux au créancier. Ce créancier peut donc toujours considérer le bien aliéné comme appartenant à son débiteur et par conséquent le saisir.

L'inopposabilité diffère d'une nullité qui serait invocable par tous. L'acte n'est sans valeur qu'à l'égard du créancier qui a exercé l'action paulienne mais demeure valable à l'égard des autres créanciers qui ne peuvent pas le saisir. Le créancier ayant agi n'aura donc pas à partager avec les autres le produit de son action, contrairement à l'action oblique.